



SEMAINE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE La mobilisation s'amorce

Comité aux luttes sociales

Cette semaine, plusieurs associations étudiantes au Québec seront en grève, tout comme plusieurs étudiantes et étudiants ailleurs dans le monde. Tous et toutes ensemble en grève pour revendiquer une éducation gratuite, émancipatrice et non arrimée aux lois du marché !

POURQUOI UNE GRÈVE À L'ÉCHELLE MONDIALE ?

Le désir de coordonner la première grève d'ampleur mondiale vient de la constatation de l'ampleur des mouvements étudiants contemporains à travers le monde. En y regardant de plus près, nous comprenons que tous et toutes se battent contre les mêmes symptômes d'un même système ; hausse des frais, marchandisation de l'éducation, coupures dans les budgets, changement de la vision de l'éducation comme devant s'arrimer aux lois du marché. De cette constatation en découle une autre ; celle d'unir les forces, d'internationaliser les luttes afin de faire un front commun contre les puissances politiques et économiques nationales et supranationales. Tout en luttant au local pour nos propres combats spécifiques, il est important donc de garder en tête les structures globales qui sous-tendent ceux-ci.

QU'EST-CE QUE LA SEMAINE DE GRÈVE INTERNATIONALE ?

C'est un appel à l'action pour dénoncer la marchandisation de l'éducation entre le 14 et le 22 novembre. C'est la première fois qu'une coordination internationale de ce genre s'organise. En gros, il s'agit

plutôt d'un cadre à travers lequel les mobilisations locales s'intégreront de diverses façons. Une association étudiante pourrait bien décider de n'être en grève qu'une journée, 3 journées, la semaine au complet ou d'organiser différentes actions de visibilité ou de perturbation. Ce sera aussi le moment d'organiser des tables rondes, débats, conférences, bref des cercles de réflexion afin de réfléchir sur les liens entre les luttes étudiantes, la marchandisation de l'éducation, l'impérialisme et la solidarité. Il faut en venir à comprendre les liens systémiques unissant nos mouvements et nos luttes, afin de s'unir contre notre adversaire commun, soit le néo-libéralisme et les instances supranationales qui contribuent au processus de marchandisation de l'éducation. Cette semaine sera surtout l'occasion de ramener sur la place publique les enjeux des luttes étudiantes à travers le monde et de tenter des réseautages afin d'internationaliser la lutte. En ce moment, l'appel à la grève mondiale est endossé par 65 associations étudiantes dans 15 pays différents ; les États-unis, l'Inde, la Serbie, l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne, le Maroc, le Paraguay, l'Irlande, la France, le Mexique et le Swaziland.

COORDINATION MONDIALE ; INTERNATIONAL STUDENT MOVEMENT

La grève a été appelée par l'International Student Movement (ISM), qui est une plateforme pour le réseautage et la coordination des organisations et des militantEs à travers le monde.

Suite à la page suivante, voir « Mobilisation »

SOMMET SUR L'ÉDUCATION Le privé sera présent

Guillaume Vézina, étudiant en sociologie

Le gouvernement vient d'annoncer la tenue d'un sommet visant à réfléchir à l'avenir de l'éducation supérieure au Québec. Pour se faire, le gouvernement compte aborder quatre grands sujets : la qualité de l'éducation, l'accessibilité, la gouvernance et le financement et finalement la contribution des établissements et de la recherche au développement du Québec. Chaque thème sera abordé dans une rencontre thématique: il y en aura une à Québec, Rimouski, Trois-Rivière et Sherbrooke. Le tout finira sur une grande rencontre à la mi-février à Montréal.

Ces rencontres seront constituées à 70 % du milieu de l'enseignement supérieur et à 30 % de la société civile, c'est-à-dire par des acteurs et actrices du milieu privé. Bien qu'il soit de bon augure qu'une majorité claire des participants et participantes à ce sommet proviennent du milieu de l'enseignement, il reste que la présence du milieu privé est suspecte.

Suite à la page suivante, voir « Privé »

Suite de la première page : « Mobilisation »

Il s'agit d'une organisation autogérée par les militantEs, sans exécutif. Le réseau encourage de la même façon les structures anti-hiérarchiques de démocratie directe, que ce soit dans les associations étudiantes, les universités ou les structures politiques nationales. L'ISM partage avec l'ASSÉ la revendication d'une éducation gratuite et émancipatrice (donc qui vise la transformation des personnes) et est contre la marchandisation/privatisation de l'éducation.

La déclaration commune du regroupement se veut aussi contre n'importe quelle discrimination (socio-économique, genre, nationalité, orientation sexuelle, handicap) qui limiterait l'accès à des groupes de personnes à l'éducation. Depuis la fondation de l'ISM en novembre 2008, plusieurs journées de coordination internationale d'ampleur variable ont eu lieu.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, ANTI-IMPÉRIALISME, ANTI-COLONIALISME

Le fait de développer des liens de solidarité internationale nous amène à réfléchir sur notre place dans la division internationale du capital et du travail. Ainsi, il existe des pays puissants qui développent des projets économiques colonialistes et des occupations militaires, qui concentrent le capital, la gestion, la grosse consommation et les emplois les plus qualifiés tandis que les pays périphériques sont soumis à être les fournisseurs de ressources naturelles, matières premières et main d'oeuvre cheap dans une dynamique d'échange inégale qui les appauvrit constamment. Le Canada faisant partie des pays puissants, le mouvement étudiant devrait cibler son caractère impérialiste et s'y opposer afin de créer des



liens sincères de solidarité avec les autres mouvements mettant de l'avant une éducation qui mène à la construction d'une société autonome, autosuffisante et soutenable. Un discours anti-impérialiste ici est en complète harmonie avec le principe d'éducation émancipatrice, car elle aiderait à comprendre et à s'opposer aux dynamiques de domination canadiennes envers les pays « dépendants ». C'est en comprenant ces dynamiques seulement que nous pourrions

réellement résister ensemble à la marchandisation mondiale de l'éducation.

Il est important aussi de réfléchir au contenu de notre éducation. Ce que nous apprenons à l'école, c'est souvent un construit qui vise à nous faire adhérer au consensus de l'idéologie dominante. Par exemple, prenons nos cours d'histoire au secondaire. D'abord, nous n'apprenons qu'une seule vision de l'histoire (alors qu'il y en a plusieurs autres, qui ne se basent pas sur la chronologie événementielle entre autres, ou seulement en se rappelant que l'histoire apprise est celle de ceux et celles qui ont « gagné ».) sans que jamais on nous laisse entendre que celle-ci est construite et a un parti pris, qu'elle est subjective. C'est pourquoi nous n'apprenons rien de plus sur les peuples autochtones que le fait qu'ils et elles étaient là avant nous, sans chercher à approfondir davantage. Et bien sûr, après la Nouvelle-France, on n'en parle plus du tout. D'ailleurs, le cursus académique qui nous est soumis est le même dans les écoles des communautés autochtones. Ce qui veut dire que ceux-ci et celles-ci n'apprennent pas leur histoire à l'école, ni leur langue, et surtout pas dans leurs propres cadres conceptuels.

Alors que notre éducation peut reproduire des dynamiques coloniales, notre solidarité doit elle aussi subir un processus de réflexivité et de décolonisation, afin de permettre une collaboration des différentes résistances en respectant les façons de faire qui sont propres à chaque lutte. Il est pertinent de se demander ce que nous pouvons apprendre d'eux et elles, que ce soit des méthodes comme la grève offensive (Chili) ou l'inscription du discours étudiant dans un argumentaire plus large, comme celui de l'anti-impérialisme par exemple, qui est présent dans plusieurs organisations étudiantes d'Amérique latine, entre autres.

Suite de la première page : « Privé »

L'université et le cégep sont des institutions publiques, dont l'avenir devrait être décidé selon la volonté de la population, pas sous la pression des intérêts des entreprises privées. Leur présence risque d'apporter une vision trop centrée sur l'impératif de profit et de rentabilité à court terme alors que l'éducation doit d'abord chercher à transmettre un bagage culturel et scientifique.

Cela dit, ce sommet soulève des enjeux d'une importance capitale. Il y a bien sûr une lutte à mener pour éviter une nouvelle hausse des frais de scolarité. Le parti québécois affirme haut et fort que la position qu'il préconise est l'indexation des frais de scolarité au coût de la vie¹. Les étudiantes et étudiants internationaux risquent eux aussi de nouvelles augmentations. Nous savons que toute

hausse entraîne une diminution de l'accessibilité. En ce sens, l'indexation risque au mieux de maintenir stable une situation qui est inacceptable, et au pire, de l'accentuer. Dans une société démocratique, on devrait être fier de partager la connaissance et non pas d'en faire un objet de convoitise que certains et certaines ne pourront jamais s'offrir. Outre le financement, l'ensemble des autres thématiques touche directement à l'avenir de l'éducation. Ainsi, la transformation de l'éducation supérieure vers un modèle où celle-ci serait au service du marché et de l'entreprise privée pourrait bien être un enjeu central de ce sommet. De plus en plus, l'éducation supérieure délaisse son rôle de transmission du savoir pour offrir des formations sur mesure, permettant de travailler chez un seul employeur, ou en effectuant de la recherche destinée à être

vendue. De telles façons de faire nuisent à la mission fondamentale de l'éducation supérieure et gaspillent des fonds publics alors que les entreprises privées en bénéficiant ne dépensent presque rien.

Il est donc primordial de rester vigilants et vigilantes face à ce sommet. La hausse des frais de scolarité a été annulée grâce à notre mobilisation historique. Ne nous arrêtons pas là. Nous avons encore de nombreuses raisons de nous mobiliser. Ensemble, envoyons un message clair au gouvernement. Notre éducation devrait être gratuite et nous voulons contribuer à la société, pas à l'entreprise privée.

¹ Indexation: augmentation automatique annuelle au niveau de l'inflation (environ 3% actuellement).

SEMAINE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE MANDATS DE GRÈVE*

UQÀM

AFESH (sciences humaines)

AESS (sciences)

AESMP (sciences politique)

UdeM

AEEHAUM (histoire de l'Art)

AECSAUM (Anthropologie cycles supérieurs)

AEDLLM (Littérature & langue moderne)

AÉAUM (Anthropologie)

RÉÉSUM (Sociologie)

AÉLUM (Linguistique)

AÉHUM (histoire)

Asso-Cetase (études est-asiatiques)

UNIVERSITÉ LAVAL

AGEEPP (Philosophie)

AÉÉA (Anthropologie)

AGÉÉTUL (Théâtre)

RÉÉAV (Arts visuels)

UQÀC

AEESA (Anthropologie et sociologie)

ADEEH (Histoire)

AESP (Science Politique)

Intervention plein air

CÉGEPS

AECSL (Cégep de St-Laurent)

* LES MODALITÉS DES MANDATS VARIENT D'UNE ASSOCIATION À L'AUTRE